



LU POUR VOUS

LES SYNDICATS DE POLICE REÇUS À L'ÉLYSÉE EN ORDRE DISPERSÉ



CES RENCONTRES FONT SUITE À UN COURRIER DE LA CFE-CGC DEMANDANT LE SOUTIEN DU PRÉSIDENT AUX POLICIERS FACE À UNE SITUATION QU'ILS DÉCRIVENT COMME "APOCALYPTIQUE"



Les syndicats de police ont été reçus à l'Élysée, vendredi 12 et lundi 15 mai 2023. Le cabinet du président a confirmé que des mesures contre les casseurs étaient à l'étude. Ces rencontres font suite à un courrier de la CFE-CGC demandant le soutien du président aux policiers face à une situation qu'ils décrivent comme "apocalyptique", sur fond de contestation contre la réforme des retraites. L'autre composante du bloc syndical, l'Unsa-Fasmi, n'a pas signé la lettre et a été reçue séparément. Les deux entités assurent qu'il n'y a "pas de mésentente" et que leurs revendications sont partagées.



DE QUOI FAIRE RAGER UNITÉ SGP FO ?



De quoi faire réagir leur concurrent Unité SGP police, qui y voit la preuve d'une alliance de circonstance : "Le bloc, un lointain souvenir ? Et oui... Les élections sont derrière...", cingle un communiqué de l'organisation, qui a perdu sa première place au niveau ministériel en décembre 2022 ([lire sur AEF info](#)).

"ON REVENDIQUE DE MANIÈRE UN PEU VIRULENTE"
Les responsables d'Alliance et d'Unsa démentent cette version. "Nous avons décidé de ne pas nous associer à ce courrier, ce qui n'empêche que nous soyons d'accord sur le fond : sur les idées et les revendications. Mais il y a le fond et la forme", explique Thierry Clair, secrétaire général de l'Unsa-Fasmi.



UN PARTENARIAT D'INITIATIVES, CE N'EST PAS UN MARIAGE



"APRÈS AVOIR ÉVOQUÉ LA LOI ANTICASSEURS ET LA SANCTUARISATION JURIDIQUE DES DRONES SUR LE PLAN JUDICIAIRE, ON NOUS A DIT QUE DES PROPOSITIONS SERAIENT FAITES D'ICI UN MOIS", RELATE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'ALLIANCE POLICE, FABIEN VANHEMELRYCK.